

TABLE ALPHABÉTIQUE

DU

TOME LXI DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE

(Du 12 Janvier au 29 Décembre 1915.)

RÉDIGÉE AU BUREAU DES PROCÈS-VERBAUX

TABLE ALPHABÉTIQUE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

A

ABORDAGE (Responsabilité en matière d'). — Voy. CODE DE COMMERCE.

ABSINTHE.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation, de l'absinthe et des liqueurs similaires, n° 35 (p. 16). — Rapport de M. Guillaume Poulle, n° 66 (p. 27). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Emile Aimond, n° 79 (p. 68).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes, n° 46 (p. 22). — Rapport de M. Guillaume Poulle, n° 67 (p. 28). — Avis de la commission des finances présenté par M. Emile Aimond, n° 79 (p. 68).

3. Remboursement des droits payés et rachat des stocks. — Voy. CRÉDITS (Finances, § 1).

ACCIDENTS AGRICOLES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, n° 184 (p. 76).

ACTES DE DÉCÈS.

1. De militaires ou civils tués à l'ennemi. — Voy. CODE CIVIL, § 1.

2. Dressés aux armées pendant la guerre. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 16.

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre, n° 340 (p. 261). — Rapport de M. de La Batut, n° 388 (p. 300).

ACTES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE. — Voy. COURS ET TRIBUNAUX.

ADJOINTS SPÉCIAUX. — Voy. ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE, § 4.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Commission annuelle des). — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 1.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voy. COLONIES, §§ 8 et 9.

AGENTS DES ADMINISTRATIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publique, et à leurs conjoints, le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 294 (p. 200). — Rapport de M. Paul Le Roux, n° 401 (p. 315).

AIMOND (Emile), Sénateur de Seine-et-Oise.

1. Rapport sur le projet de loi tendant à élever à trois milliards cinq cent millions la limite d'émission des bons du Trésor. — Voy. BONS DU TRÉSOR, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme. — Voy. OBLIGATIONS A COURT TERME.

3. Rapport sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 3.

4. Rapport sur le projet de loi portant conversion en loi du décret du 10 janvier 1915 relatif au paiement du montant des réquisitions de navires. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 4.

5. Rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 1).

6. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi relatif à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires ; 2° la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes. — Voy. ABSINTHE, §§ 1 et 2.

7. Rapport sur le projet de loi concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 2).

8. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, en vue d'assurer le fonctionnement du service de ravitaillement pour l'alimentation de la population civile. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 1).

9. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, pour le remboursement des droits payés par les débiteurs sur les absinthes actuellement en leur possession et pour le rachat des stocks de plantes d'absinthe détenus par les cultivateurs. — Voy. CRÉDITS (Finances, § 1).

10. 2^e rapport sur le projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 2).

11. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'élever la limite d'émission des bons du Trésor. — Voy. BONS DU TRÉSOR, § 2.

12. Rapport sur le projet de loi concernant les avances faites ou à faire aux chambres de commerce. — Voy. CHAMBRES DE COMMERCE.

13. Rapport sur le projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la Guerre et de la Marine. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 12.

14. Rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères), § 3).

15. Rapport sur la proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 5 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre. — Voy. ALLOCATIONS, § 1.

16. Rapport sur le projet de loi relatif à la réduction du délai de prescription des paquets postaux adressés aux militaires et marins. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 2.

17. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons

de la défense nationale. — Voy. BONS DU TRÉSOR, § 3.

18. Rapport sur la proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la loi du 29 mars 1914 pour les délais de réclamations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie. — Voy. PROPRIÉTÉ NON BÂTIE.

19. Rapport sur le projet de loi tendant à accorder des avances remboursables au budget annexe de l'école centrale des Arts et Manufactures et portant ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit de 250,000 fr. applicable à cet objet. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 3).

20. Rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets de la Guerre et de la Marine ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc ». — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 4).

21. Rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 5).

22. Rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 6).

23. Rapport sur le projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1915 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 1.

24. Rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1914 à l'exercice 1915 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912). — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 8).

25. Rapport sur le projet de loi tendant à assimiler avec les placements ou emplois en rentes sur l'État les placements ou emplois en obligations de la défense nationale. — Voy. OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

26. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

27. Rapport sur le projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication

sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916 et autorisant la fourniture par l'État des dénaturants. — Voy. ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.

28. Rapport sur le projet de loi portant annulation de crédits sur le budget général de l'exercice 1914, en ce qui concerne le Département de la Guerre. — Voy. CRÉDITS (Guerre), § 1.

29. Rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 3^o l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 7).

30. Rapport sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1914 de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 9).

31. Rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées pour l'exercice 1916. — Voy. CONTRIBUTIONS DIRECTES.

32. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la Défense nationale. — Voy. BONS DU TRÉSOR, § 4.

33. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour subvenir aux dépenses d'administration des territoires occupés. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 3).

34. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 4).

35. Rapport sur le projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1915 des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 2.

36. Rapport sur le projet de loi portant autorisation d'emprunt aux Etats-Unis. — Voy. EMPRUNTS, § 1.

37. Rapport sur le projet de loi autori-

sant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100. — Voy. EMPRUNTS, § 2.

38. Rapport sur la proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires. — Voy. CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES.

39. Rapport sur le projet de loi, portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 10).

40. Rapport sur le projet de loi portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914 qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice. — Voy. RÉQUISITIONS, § 3.

41. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 6.

42. Rapport sur le projet de loi relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale. — Voy. CRÉDITS (Finances § 2).

43. Rapport sur le projet de loi affectant les rentes sur l'Etat français 5 p. 100 nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne. — Voy. RENTES 5 p. 100, § 2.

44. Rapport sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties. — Voy. CONTRIBUTION FONCIÈRE DES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES.

45. Rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 11).

46. Rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la Banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'exercice 1915. — Voy. ALGÉRIE, § 6.

47. Rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). — Voy. CRÉDITS (Finances, § 3).

48. Rapport sur le projet de loi concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1915, en vue de l'installation du service des émissions de la défense nationale. — Voy. CRÉDITS (Instruction publique et Beaux-Arts).

49. Rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de Ministres d'Etat et de création et de suppression de Sous-Secrétariats d'Etat. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 12).

50. Rapport sur le projet de loi fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française. — Voy. COLONIES, § 9.

51. Rapport sur le projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1915. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 3.

52. Rapports sur les projets de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, §§ 4 et 5.

AIN (Tramway de l'). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 4.

ALCOOL. — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à l'établissement du monopole de la rectification de l'alcool par l'Etat, n° 314 (p. 229).

ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916 et autorisant la fourniture par l'Etat des dénaturants, n° 198 (p. 89). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 246 (p. 138).

ALGÉRIE.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie, n° 40 (p. 17). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 107 (p. 39).

2. **Chemin de fer d'Oumache à Tolga.** — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 5.

3. **Chemin de fer de Mostaganem à la**

Macta. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 6.

4. **Chemin de fer de Souk-Ahras à Té-bessa.** — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 13.

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les moyens propres à permettre en Algérie l'expropriation pour cause d'utilité publique pendant la durée des hostilités, n° 288 (p. 197). — Rapport de M. Jeanneney, n° 311 (p. 222).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la Banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'exercice 1915, n° 410 (p. 317). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 429 (p. 328).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1916, n° 454 (p. 310). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 470 (p. 364).

ALLOCATIONS.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder les allocations de la loi du 5 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre, n° 47 (p. 22). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 114 (p. 39).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre, n° 133 (p. 49).

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille, n° 183 (p. 76). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 219 (p. 128) et 219 rectifié (p. 129).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés, n° 352 (p. 266).

5. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations, n° 363 (p. 271).

ALLOCUTIONS ET DISCOURS.

1. Allocution de M. Belle, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil, n° 1 (p. 1).

2. Allocution de M. Antonin Dubost, Pré-

sident du Sénat, en prenant place au fauteuil, n° 2 (p. 1).

3. Allocution prononcée par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, n° 188 (p. 77).

4. Discours de M. Antonin Dubost, Président du Sénat, n° 292 (p. 200).

ARMÉES DE TERRE ET DE MER.

1. Décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire. — Voy. DÉCRETS (Ratification de), § 1.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'avancement en temps de guerre dans les corps d'officiers de la marine, n° 4 (p. 5). — Rapport de M. Reynald, n° 5 (p. 6).

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, une croix dite « croix de guerre », destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments, n° 27 (p. 14). — Rapport de M. Murat, n° 44 (p. 19). — Avis de la Commission de l'armée présenté par M. Jeanneney, n° 45 (p. 21).

4. Projet de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, n° 37 (p. 16). — Rapport de M. Catalogne, n° 82 (p. 30).

5. Proposition de loi de M. Henry Bérenger relative à la suppression des engagements contractés dans l'armée française, au titre de la légion étrangère, depuis le 1^{er} août 1914, par des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés, n° 43 (p. 18). — Rapport de M. André Lebert, n° 151 (p. 56).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination immédiate au grade de premier maître élève officier des officiers marinières admis en 1914 à l'école des élèves officiers, n° 59 (p. 27). — Rapport de M. le vice-amiral de La Jaille, n° 159 (p. 64).

7. Allocations de soldes aux veuves des officiers des différents corps de la marine. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 7.

8. Conseils d'enquête, conseils de discipline et commissions d'enquête de la marine. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 8.

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'appel sous les dra-

peaux de la classe 1916, n° 83 (p. 31). — Rapport de M. A. Gervais, n° 94 (p. 49).

10. Proposition de loi de M. Audiffred relative à la cure thermale d'un certain nombre de maladies (affections rhumatismales, des voies respiratoires, intestinales, etc.) contractées pendant la guerre par les officiers et soldats des armées de terre et de mer, n° 87 (p. 31). — Rapport de M. Cazeneuve, n° 201 (p. 98).

11. Proposition de loi de M. André Lebert relative au renvoi dans leurs foyers des hommes présents sous les drapeaux, veufs ou divorcés non remariés, ou séparés de corps et de biens, pères de cinq enfants vivants, n° 88 (p. 31).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les dates de clôture de l'exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la guerre et de la marine, n° 100 (p. 33). — Rapport de M. Emile Aïmond, n° 105 (p. 39).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement et à la révision de la classe 1917, n° 128 (p. 49). — Rapport de M. A. Gervais, n° 142 (p. 50).

14. Officiers de la marine du commerce. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 14.

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907, n° 194 (p. 81).

16. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre, n° 215 (p. 107). — Rapport de M. de La Batut, n° 250 (p. 139).

17. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables, n° 232 (p. 134). — Rapport de M. Henry Chéron, n° 279 (p. 169).

18. Militaires réformés pour tuberculose. — Voy. CRÉDITS (Intérieur, §§ 1 et 2).

19. Proposition de loi de M. Leblond et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter aux militaires victimes des guerres de la République l'accès aux emplois des administrations de l'Etat, des départements et des communes, n° 253 (p. 139).

20. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913 les Sénégalais des

communes de plein exercice de la colonie, n° 263 (p. 180). — Rapport de M. Henry Bérenger, n° 334 (p. 258).

21. Projet de loi étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, n° 273 (p. 185). — Rapport de M. Catalogne, n° 299 (p. 201).

22. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à l'article 3 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major, n° 310 (p. 222).

23. Proposition de loi de MM. Louis Martin, Magny, Gabrielli, Milan, Aguillon, Bidault, Beauvisage, Reymoncq, Léon Barbier, Mascuraud, Lemarié, tendant à attribuer la Croix de guerre aux vétérans de 1870-1871 faisant la campagne de 1914-1915 dans la zone des armées, n° 319 (p. 238).

24. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant temporairement l'admission dans l'armée active des médecins et pharmaciens aides-majors de réserve, n° 342 (p. 261).

25. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888, n° 343 (p. 261). — Rapport de M. de Selves, n° 345 (p. 264).

26. Proposition de loi de M. Alexandre Bérard tendant à l'affichage dans les mairies de la liste des hommes d'âge mobilisable, n° 367 (p. 272).

27. Proposition de loi de M. Le Hérisse tendant à interdire la désignation des militaires de l'armée territoriale et de sa réserve, pour faire partie des corps expéditionnaires destinés à opérer au delà des mers, n° 370 (p. 273).

28. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle, n° 399 (p. 303).

29. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine, n° 403 (p. 315).

30. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917, n° 408 (p. 317). — Rapport de M. A. Gervais, n° 459 (p. 340)

31. Projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913, n° 415 (p. 318). — Rapport de M. Henry Bérenger, n° 465 (p. 345).

32. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, et aux droits à pension des militaires marocains servant dans les corps réguliers, après avoir servi dans les goums mixtes et les troupes auxiliaires marocaines, n° 416 (p. 318).

33. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime, n° 446 (p. 334).

34. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre, n° 447 (p. 334).

35. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à permettre de titulariser dans l'armée active, avec leur grade, les anciens élèves de l'École centrale des arts et manufactures et de l'École nationale supérieure des mines, officiers de réserve, n° 461 (p. 342).

36. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917, n° 474 (p. 369).

37. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre, n° 487 (p. 372).

ASSISTANCE ET SAUVETAGE MARITIMES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assistance et le sauvetage maritimes, n° 252 (p. 139).

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — Rapport de M. Henry Chéron sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail, n° 211 (p. 247). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Victor Lourties, n° 379 (p. 277).

ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME. — Projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, portant conversion en lois des décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime, n° 32 (p. 16). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 121 (p. 44).

ASSURÉS FACULTATIFS. — Voy. RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.

ASTIER, Sénateur de l'Ardèche.

1. Proposition de résolution ayant pour objet la nomination d'une Commission des intérêts économiques. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 2.

2. Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine. — Voy. PHARMACIENS.

3. Rapport sur le projet de loi conférant la personnalité civile à l'École centrale des Arts et Manufactures. — Voy. ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES, § 2.

4. Rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial. — Voy. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, § 1.

5. Rapport sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine. — Voy. PHARMACIENS, §§ 1 et 2.

6. Rapport sur le projet de loi relatif aux inventions intéressant la défense nationale. — Voy. INVENTIONS.

AUDIIFRED, Sénateur de la Loire.

1. Proposition de loi relative à la cure thermale d'un certain nombre de maladies (affections rhumatismales, des voies respiratoires, intestinales, etc.) contractées pendant la guerre par les officiers et soldats des armées de terre et de mer. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 10.

2. Proposition de loi relative à la représentation de nos grands intérêts nationaux. — Voy. INTÉRÊTS NATIONAUX.

AVANCES AUX CHAMBRES DE COMMERCE. — Voy. CHAMBRES DE COMMERCE.

AVANCES AUX PAYS ALLIÉS OU AMIS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les avances aux pays alliés ou amis, n° 98 (p. 33). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 115 (p. 40).

B

BAGNÈRES-DE-BIGORRE (Tramways de Lourdes et de Gripp à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 8.

BALBIGNY (Chemins de fer de Saint-Germain-Laval à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 11.

BANQUE DE FRANCE. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

BANQUE DE L'ALGÉRIE. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 6.

BEAUVISAGE, Sénateur du Rhône.

Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Jénouvrier, tendant à réglementer l'accès aux fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et des descendants d'étrangers. — Voy. FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES.

BELLE, Sénateur d'Indre-et-Loire.

Voy. ALLOCUTIONS ET DISCOURS, § 1.

BÉRARD (Alexandre), Sénateur de l'Ain.

1. Rapport sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1915 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912. — Voy. VICINALITÉ (Travaux de), § 1.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un deuxième avenant à la convention du 23 février 1906 passé, le 25 octobre 1913, entre le département de l'Ain et la Compagnie des tramways de l'Ain, en vue de l'achèvement des travaux de construction et de mise en exploitation du réseau de tramways déclaré d'utilité publique par décret du 20 avril 1906. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 4.

3. Rapports sur le projet de loi autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées. — Voy. VIANDES FRIGORIFIÉES.

4. Rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916). — Voy. FONDS DE SUBVENTION.

5. Proposition de loi tendant à l'affichage dans les mairies de la liste des hommes d'âge mobilisable. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 26.

6. Rapport sur le projet de loi tendant à

proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913. — Voy. VICINALITÉ (Travaux de), § 2.

BÉRENGER (René), Sénateur inamovible.

Rapport sur le projet de loi complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation des condamnés. — Voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

BÉTAIL ÉTRANGER. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied, n° 238 (p. 135).

BIENS DES SUJETS DE PUISSANCES ENNEMIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies, n° 139 (p. 50). — Rapport de M. Galup, n° 278 (p. 230). — Rapport supplémentaire de M. Galup, n° 358 (p. 269).

BOIVIN-CHAMPEAUX, Sénateur du Calvados.

1. Rapport sur le projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre. — Voy. JUSTICES DE PAIX.

2. Rapport sur la proposition de loi relative aux commis greffiers des tribunaux de paix et de simple police. — Voy. COMMIS-GREFFIERS, § 1.

3. Rapport sur la proposition de loi tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix. — Voy. CASSATION DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX.

BONS DE L'ALGÉRIE. — Voy. ALGÉRIE, § 6.

BONS DU TRÉSOR.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élever à trois milliards cinq cents millions la limite d'émission des bons du Trésor, n° 16 (p. 7). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 19 (p. 14).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'élever la limite d'émission des bons du Trésor, n° 97 (p. 69). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 103 (p. 33).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la défense nationale,

n° 163 (p. 71). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 166 (p. 72).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la défense nationale, n° 283 (p. 191). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 286 (p. 197).

BOUILLON (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER, § 2.

BOURGEOIS (Léon), Sénateur de la Marne.

Proposition de loi relative aux Pupilles de la Nation. — Voy. PUPILLES DE LA NATION.

BREVETS D'INVENTION. — Voy. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voy. ALGÉRIE, § 7.

BUDGET DU SÉNAT. — Rapport de M. Guillaume Poulle, fait au nom de la Commission de comptabilité, sur le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1914; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1914, n° 241 (p. 135).

C

CABART-DANNEVILLE, Sénateur de la Manche.

1. Rapport supplémentaire sur la pétition de MM. Gautreau frères. — Voy. PÉTITIONS, § 1.

2. Proposition de loi tendant à donner à la marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du Ministère de la Marine. — Voy. CÔTES (Défense des).

CAEN A FALAISE (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER, § 3.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. — Voy. CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — Rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortisse-

ment et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1914 et sur la situation, au 31 décembre 1914, de ces deux établissements, n° 386 (p. 285).

CAISSE DES ÉDIFICES ET MONUMENTS PUBLICS. — Rapport de M. Gustave Lhôte sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'une Caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'État, aux départements, aux communes ou aux établissements publics (art. 105, 106 et 107 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant création au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un Office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913, n° 313 (p. 222).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élargir les conditions de constitution de rentes viagères à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 427 (p. 320). — Rapport de M. Paul Le Roux, n° 450 (p. 335).

CAPACITÉ TESTAMENTAIRE DES MINEURS. — Voy. CODE CIVIL, § 2.

CARBET (Canton du). — Voy. COLONIES, § 6.

CARGAISONS APPARTENANT A DES NEUTRES. — Voy. CRÉDITS (Marine, § 2).

CASSATION DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix, n° 236 (p. 135). — Rapport de M. Boivin-Champeaux, n° 400 (p. 303).

CATALOGNE, Sénateur des Basses-Pyrénées.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 4.

2. Rapports et rapports supplémentaires sur : 1° la proposition de loi de M. Catalogne

et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à réglementer l'importation, le commerce, la détention et l'usage de l'opium et de ses extraits; 2° la proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne. — Voy. COCAÏNE.

3. Rapport sur le projet de loi étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915, sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 21.

CAZENEUVE, Sénateur du Rhône.

1. Rapport sur la proposition de loi de M. Audiffred relative à la cure thermale d'un certain nombre de maladies (affections rhumatismales, des voies respiratoires, intestinales, etc.) contractées pendant la guerre par les officiers et soldats des armées de terre et de mer. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 10.

2. Avis présenté au nom de la Commission de l'armée sur la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre. — Voy. INCINÉRATION.

3. Rapport sur le projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs. — Voy. GAZ.

4. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités. — Voy. RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES, § 2.

CELLULOSE (Pâtes de). — Voy. DOUANES, § 4.

CENSURE DE LA PRESSE. — Voy. PÉTITIONS, § 2.

CHAMBRES DE COMMERCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les avances faites ou à faire aux chambres de commerce, n° 99 (p. 33). — Rapport de M. Emile Almond, n° 104 (p. 37).

CHASTENET (Guillaume), Sénateur de la Gironde.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie. — Voy. ALGÉRIE, § 1.

SÉNAT ANNEXES. — SESSION ORD. DE 1915, T. 61,

2. Rapport sur la proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre dans des territoires occupés par l'ennemi. — Voy. PROPRIÉTAIRES DE VALEURS MOBILIÈRES.

3. Rapport sur la proposition de loi relative aux délais des prescriptions et péremptions qui ne seront acquises qu'après la cessation des hostilités. — Voy. PRESCRIPTION, § 1.

4. Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues relative aux Pupilles de la Nation. — Voy. PUPILLES DE LA NATION.

5. Rapport sur le projet de loi concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités. — Voy. NAVIRES DE MER.

6. Rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1916. — Voy. ALGÉRIE, § 7.

CHAUTEMPS (Emile), Sénateur de la Haute-Savoie.

1. Rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 17 décembre 1914, accordant aux veuves des officiers des différents corps de la marine et des officiers marinières, quartiers-maîtres et marins des équipages de la flotte, décédés sous les drapeaux, la moitié des allocations de solde et, s'il y a lieu, de hautes payes d'ancienneté de leurs maris. — Voy. DÉCRETS (Ratification de), § 7.

2. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'Etat pourra être accordée pour l'achat en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques. — Voy. NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES.

CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant aux actes de concession de la partie du tramway de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, comprise dans le département de Loir-et-Cher, n° 10 (p. 7). — Rapport de M. Martinet, n° 78 (p. 30).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'une voie fer-

rée d'intérêt local d'un mètre de largeur, formant prolongement, vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion, n° 38 (p. 17). — Rapport de M. Goy, n° 52 (p. 26).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique diverses modifications au tracé et au profil du tramway de Caen à Falaise et d'approuver un avenant passé entre le département du Calvados et la Société anonyme des chemins de fer du Calvados, n° 39 (p. 17).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un deuxième avenant à la convention du 23 février 1906 passé, le 25 octobre 1913, entre le département de l'Ain et la Compagnie des tramways de l'Ain, en vue de l'achèvement des travaux de construction et de mise en exploitation du réseau de tramways déclaré d'utilité publique par décret du 20 avril 1906, n° 63 (p. 27). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 71 (p. 80).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, en Algérie, du chemin de fer d'intérêt général d'Oumache à Tolga, n° 69 (p. 29). — Rapport de M. Reynald, n° 72 (p. 80).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin de fer d'intérêt local de Mostaganem à La Macla, n° 70 (p. 29). — Rapport de M. Reynald, n° 73 (p. 80).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver l'avenant, en date du 19 décembre 1914, au traité intervenu, le 28 décembre 1907, entre la ville de Paris et la Compagnie d'Orléans, pour régler les conditions de construction et d'exploitation d'une voie ferrée de raccordement entre l'entrepôt général du quai Saint-Bernard à Paris et la voie ferrée de la Compagnie, n° 84 (p. 31). — Rapport de M. Empereur, n° 178 (p. 75).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver diverses modifications à l'avant-projet et aux actes de concession des lignes de tramways de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp, n° 176 (p. 75). — Rapport et rapport supplémentaire de M. Faisans, nos 193 (p. 81) et 348 (p. 234).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé

du raccordement prévu entre la gare centrale, dite de « La Touche », du réseau des tramways à vapeur du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, et le réseau des chemins de fer de l'Etat, n° 177 (p. 75). — Rapport de M. Gustave Lhopiteau, n° 421 (p. 318).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de convertir en loi le décret du 8 décembre 1914 qui a prorogé le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways dont l'établissement, dans les départements de Loir-et-Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret, a été déclaré d'utilité publique par le décret du 31 octobre 1910, n° 196 (p. 85). — Rapport de M. Reynald, n° 440 (p. 330).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'approuver un avenant passé entre le département de la Loire et la Société des chemins de fer du Centre, à l'effet de modifier le sectionnement du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Germain-Laval à Balbigny et à Régnv ; 2° de fixer de nouveaux maxima pour la subvention de l'Etat afférente à chaque section de ladite ligne, n° 212 (p. 103). — Rapport de M. Goy, n° 233 (p. 134).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à la limite du département vers Plestin, avec embranchement sur Plougasnou, ainsi que le prolongement de cet embranchement jusqu'à Trégastel et le raccordement de la ligne au port de Morlaix, n° 251 (p. 139). — Rapport de M. Jean Codet, n° 412 (p. 318).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à déclarer d'utilité publique la transformation en voie normale de la ligne à voie étroite de Souk-Ahras à Tébessa, incorporée au réseau des chemins de fer algériens de l'Etat du fait du rachat du réseau Bône-Guelma, n° 284 (p. 191). — Rapport de M. de La Batut, n° 290 (p. 200).

14. Proposition de résolution de M. Georges Trouillot et plusieurs de ses collègues relative au matériel roulant des chemins de fer, n° 481 (p. 370).

CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX SUISSES (Employés des). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 3.

CHÉRON (Henry), Sénateur du Calvados.

1. Rapport sur le projet de loi sur les

associations ouvrières de production et sur le crédit au travail. — Voy. ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

2. Rapport sur la proposition de loi tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 17.

3. Proposition de loi relative aux sociétés par actions à participation ouvrière. — Voy. SOCIÉTÉS PAR ACTIONS A PARTICIPATION OUVRIÈRE.

4. Rapport sur la proposition de résolution de M. Peytral et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 3.

CHOMAGE (Fonds de). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 11.

CIMETIÈRES. — Voy. SÉPULTURES.

CIMETIÈRES POUR LES SOLDATS. — Voy. EXPROPRIATION, § 3.

CLASSE 1888. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 25.

CLASSE 1916. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

CLASSE 1917. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 13 et 30.

COCAINE. — Proposition de loi de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne, n° 207 (p. 105). — Rapport de M. Catalogne, n° 258 (p. 140).

CODE CIVIL.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil, n° 50 (p. 22). — Rapport de M. de La Batut, n° 120 (p. 44).

2. Proposition de loi de M. T. Steeg tendant à compléter l'article 904 du Code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs, n° 89 (p. 32).

3. Rapport de M. Goirand sur : 1° le projet de loi relatif à la modification des articles 935 et 936 du Code civil ; 2° le projet de loi ayant pour objet d'autoriser les notaires du canton de Saint-Renan à instrumenter

dans le canton d'Ouessant, et de conférer au greffier de la justice de paix de ce dernier canton les attributions des huissiers, n° 108 (p. 39).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce, n° 140 (p. 50).

5. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicables les dispositions de la loi du 6 juin 1908 à la séparation de corps prononcée entre époux remariés après divorce, n° 181 (p. 76).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3, du code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, n° 191 (p. 81). — Rapport de M. Maurice Colin, n° 336 (p. 260).

7. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de divers articles du Code civil concernant la tutelle et l'administration provisoire des successions, n° 239 (p. 135).

8. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du Code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée, par la loi, aux majeurs de vingt et un ans, n° 267 (p. 181).

9. Proposition de loi de M. Pic-Paris tendant à modifier cinq articles du Code civil relatifs au mariage, n° 272 (p. 182).

10. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, n° 485 (p. 372).

CODE DE COMMERCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les articles 407 et 436 du Code de commerce, en vue de les mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912, relativement à la responsabilité en matière d'abordage, n° 8 (p. 7). — Rapport de M. Riotteau, n° 187 (p. 76).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 59 du Code de procédure civile, n° 422 (p. 319).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation des condamnés, n° 109 (p. 39). — Rapport de M. René Bérenger, n° 122 (p. 46).

CODE PÉNAL. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à suspendre provisoirement, dans les régions du territoire français occupées par l'ennemi au cours de la présente guerre, les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 317 du Code pénal, n° 42 (p. 18).

CODET (Jean), Sénateur de la Haute-Vienne.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, § 1.

2. Rapport supplémentaire sur : 1° la proposition de loi de M. Jean Codet, relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, § 3.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à la limite du département vers Plestin, avec embranchement sur Plougasnou, ainsi que le prolongement de cet embranchement jusqu'à Trégastel et le raccordement de la ligne au port de Morlaix. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 12.

COLIN (Maurice), Sénateur d'Alger.

1. Rapport sur le projet de loi relatif à l'acquisition de la qualité de citoyen français par les sujets français non originaires de l'Algérie et les protégés français non originaires de la Tunisie et du Maroc, qui résident en France, en Algérie ou dans une colonie autre que leur pays d'origine. — Voy. COLONIES, § 1.

2. Rapports sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets originaires des puissances en guerre avec la France. — Voy. NATURALISATION, §§ 1 et 2.

3. Rapport sur la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre. — Voy. INCINÉRATION.

4. Rapport sur le projet de loi modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3, du Code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités. — Voy. CODE CIVIL, § 6.

COLONIES.

1. Rapport de M. Maurice Colin sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition de la qualité de citoyen français par les sujets français non originaires de l'Algérie et les protégés français non originaires de la Tunisie et du Maroc, qui résident en France, en Algérie ou dans une colonie autre que leur pays d'origine, n° 30 (p. 14).

2. Prohibition de certains produits à la sortie des... — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), §§ 6 et 18.

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant application aux colonies de la loi du 5 août 1914 et des décrets des 12 et 17 du même mois sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires, n° 56 (p. 26). — Rapport de M. A. Gervais, n° 153 (p. 61).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 accordant, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, n° 58 (p. 27). — Rapport de M. A. Gervais, n° 154 (p. 61).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde, du personnel relevant de l'administration des Colonies pendant la durée des opérations militaires, n° 62 (p. 27). — Rapport de M. A. Gervais, n° 155 (p. 61).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant suppression à la Martinique des deux cantons de Saint-Pierre-Fort et Saint-Pierre-Mouillage et création d'un nouveau canton ayant pour chef-lieu Le Carbet, n° 75 (p. 30). — Rapport de M. Monnier, n° 152, fascicule 30.

7. Droits d'entrée et de sortie. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 12.

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation d'un reliquat de 605,000 fr. sur les emprunts de 65 et 100 millions de l'Afrique occidentale française, n° 144 (p. 52). — Rapport de M. A. Gervais, n° 170 (p. 74).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, n° 438 (p. 330). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 452 (p. 336).

COMMERCE (Petit et moyen). — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

COMMIS GREFFIERS.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux commis greffiers des tribunaux de paix et de simple police, n° 235 (p. 134). — Rapport de M. Boivin-Champeaux, n° 281 (p. 187).

2. Indemnités aux commis greffiers intérimaires. — Voy. GREFFIERS INTÉRI-MAIRES.

COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Finances à faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la Commission européenne du Danube, n° 326 (p. 253). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 357 (p. 269).

COMMISSION SUPÉRIEURE DES ALLOCATIONS. — Voy. ALLOCATIONS, § 5.

COMMISSIONS DU SÉNAT.

1. Proposition de résolution de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues tendant à créer au Sénat une Commission annuelle des Affaires étrangères, n° 7 (p. 6). — Rapport sommaire de M. Louis Martin, n° 21 (p. 49). — Rapport de M. Louis Martin, n° 24 (p. 13).

2. Proposition de résolution de M. Astier et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la nomination d'une Commission des intérêts économiques, n° 12 (p. 397).

3. Proposition de résolution de M. Peytral et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre, n° 473 (p. 369). — Rapport de M. Henry Chéron, n° 475 (p. 369).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation des pouvoirs des membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, n° 329 (p. 253). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 366 (p. 272).

CONSEILS D'ENQUÊTE ET DE DISCIPLINE DE LA MARINE. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 8.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 5.

CONSEILS GÉNÉRAUX. — Voy. ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE, § 3.

CONSEILS MUNICIPAUX. — Voy. ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE, §§ 1 et 2.

CONTRAVENTIONS. — Proposition de loi de M. Goirand, sur la perception des amendes en matière de contraventions, n° 332, année 1914 (p. 398).

CONTRIBUTION FONCIÈRE DES PROPRIÉTÉS NON BATIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, n° 376 (p. 277). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 405 (p. 315).

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1916, n° 282 (p. 187). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 285 (p. 191).

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de cinq conventions relatives à la gare internationale de Vallorbe, n° 11 (p. 7). — Rapport de M. Goy, n° 125 (p. 47).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation du contrat de vente de l'immeuble de la légation de France à Séoul, n° 48 (p. 22). — Rapport de M. Gustave Lhopiteau, n° 471 (p. 368).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Berne, le 13 octobre 1913, relativement aux retraites des employés des chemins de fer fédéraux suisses résidant en France et occupés sur le territoire français, n° 202 (p. 100). — Rapport de M. Goy, n° 291 (p. 397).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de

France, n° 224 (p. 109). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 245 (p. 138).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du protocole additionnel à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, signée à Berne, le 20 mars 1914, par les plénipotentiaires des dix-huit États participant à cette Union internationale, n° 254 (p. 139). — Rapport de M. Louis Martin, n° 259 (p. 142).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Directeur général de la Banque de l'Algérie, n° 377 (p. 277). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 395 (p. 302).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'acte administratif passé entre l'État et la ville de Lyon au sujet de la cession par le Département de la Guerre de l'usufruit de la caserne Perrache, n° 456 (p. 310).

CORBION (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER, § 2.

CORNET (Lucien), Sénateur de l'Yonne. — Rapport et rapport supplémentaire sur le projet de loi fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants. — Voy. EXPROPRIATION, § 3.

COTES (Défense des). — Proposition de loi de M. Cabart-Danneville, tendant à donner à la Marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du Ministère de la Marine, n° 293, année 1914 (p. 398).

COUR D'ASSISES. — Voy. PRÉSIDENT DE LA COUR D'ASSISES.

COURS ET TRIBUNAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile ou commerciale, n° 15 (p. 7). — Rapport de M. Georges Touillot, n° 22 (p. 13).

CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

1. Rapport de M. Jean Codet sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, n° 17 (p. 7).

2. Avis de la Commission des finances, présenté par M. Perchot, sur le projet de loi ci-dessus, n° 195 (p. 81).

3. Rapport supplémentaire de M. Jean Codet sur : 1° la proposition de loi de M. Jean Codet, relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et la moyenne industrie, n° 307 (p. 204).

4. Avis supplémentaire de la Commission des finances présenté par M. Perchot sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, n° 384 (p. 283).

CRÉDIT AU TRAVAIL. — Voy. ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

CRÉDIT MUTUEL. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, § 3.

CRÉDITS.

Agriculture.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, en addition aux crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1915, de crédits applicables à la remonte des haras, n° 240 (p. 135). — Rapport de M. Petitjean, n° 248 (p. 139).

Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, en vue d'assurer le fonctionnement du service de ravitaillement pour l'alimentation de la population civile, n° 74 (p. 30). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 91 (p. 98).

2. Décret du Président de la République portant retrait du projet de loi ci-dessus, n° 145 (p. 52).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des avances remboursables au budget annexe de l'École

centrale des Arts et Manufactures et portant ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit de 250,000 fr. applicable à cet objet, n° 164 (p. 71). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 171 (p. 74).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile, n° 295 (p. 200). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 315 (p. 231).

Divers Ministères.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 54 (p. 26). — Rapport de M. Emile Aimond n° 65 (p. 27).

2. Rapports de M. Emile Aimond sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, n°s 90 (p. 32) et 102 (p. 33).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, n° 112 (p. 39). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 113 (p. 39).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets de la Guerre et de la Marine ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc », n° 175 (p. 75). — Rapport de M. Emile Aimond (rapport spécial de M. Milliès-Lacroix sur les crédits de la guerre, n° 199 (p. 90).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile, n° 185 (p. 76). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 206 (p. 102).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'an-

nulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général, n° 222 (p. 131). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 225 (p. 109).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, n° 229 (p. 134). — Rapport de M. Emile Aimond (rapport spécial de M. Milliès-Lacroix sur les crédits de la guerre), n° 260 (p. 143).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1914 à l'exercice 1915 (article 71 de la loi de finances du 27 février 1912), n° 230 (p. 134). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 234 (p. 134).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1914 de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine, n° 274 (p. 185). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 275 (p. 185).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1914 de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine, n° 392 (p. 314). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 393 (p. 301).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires, n° 402 (p. 315). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 428 (p. 320).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de Ministres d'Etat et de création et de suppression de Sous-Secrétariats d'Etat, n° 417 (p. 318). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 449 (p. 334). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n°s 469 (p. 362), 469 *rectifié* (p. 464) et 469 *rectifié (bis)* (p. 370).

Finances.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, pour le remboursement des droits payés par les débiteurs sur les absinthes actuellement en

leur possession et pour le rachat des stocks de plantes d'absinthe détenus par les cultivateurs, n° 55 (p. 26). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 92 (p. 32).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la Défense nationale, n° 378 (p. 277). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 396 (p. 303).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), n° 419 (p. 318). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 430 (p. 329).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles, n° 420 (p. 318).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco, n° 437 (p. 330). — Rapport de M. Gustave Lhopiteau, n°s 460 (p. 342) et 460 *rectifié* (p. 362).

Guerre.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation de crédits sur le budget général de l'exercice 1914, en ce qui concerne le Département de la Guerre, n° 223 (p. 131). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 247 (p. 139).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le Sous-Secrétariat d'Etat du Ministère de la Guerre, n° 228 (p. 134). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 387 (p. 305).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour subvenir aux dépenses d'administration des territoires occupés, n° 276 (p. 187). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 287 (p. 197).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la

Guerre, n° 308 (p. 322). — Rapport de M. Millières-Lacroix, n° 387 (p. 305).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de la Guerre, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats, n° 338 (p. 260). — Rapport de M. Millières-Lacroix, n° 344 (p. 261). — Avis de la Commission de l'armée présenté par M. Jeanneney, n° 351 (p. 266).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, n° 413 (p. 318). — Rapport de M. Millières-Lacroix, nos 442 (p. 331) et 442 rectifié (p. 334).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre, n° 435 (p. 330). — Rapport de M. Millières-Lacroix, nos 462 (p. 342) et 462 rectifié (p. 352).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le service des poudres, n° 455 (p. 340).

Instruction publique et Beaux-Arts.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1915, en vue de l'installation du Service des émissions de la défense nationale, n° 418 (p. 318). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 431 (p. 329).

Intérieur.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit pour assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, n° 237 (p. 135). — Rapport de M. Petitjean, n° 305 (p. 202). — Avis de la Commission de l'armée présenté par M. Paul Strauss, n° 306 (p. 204).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit d'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, n° 333 (p. 258). — Rapport de M. Petitjean, n° 335 (p. 260).

Marine.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la marine marchande, n° 172 (p. 74). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 197 (p. 89).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1915, d'un crédit extraordinaire pour le paiement de la valeur de cargaisons appartenant à des neutres et dont l'achat est reconnu nécessaire, n° 192 (p. 81). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 249 (p. 139).

CRÉDITS PROVISOIRES.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, n° 221 (p. 131). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 226 (p. 113).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, n° 321 (p. 252). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 327 (p. 239).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1915, n° 436 (p. 330). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 453 (p. 338).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, n° 451 (p. 336). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 468 (p. 348).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, n° 480 (p. 369). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 484 (p. 371).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, n° 361 (p. 270). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 382 (p. 280).

CROIX DE GUERRE. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 3 et 23.

CURE THERMALE POUR LES OFFICERS ET SOLDATS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER § 10.

D

DEBIERRE, Sénateur du Nord.

Rapport sur la pétition d'un certain nombre de publicistes, à Paris. — Voy. PÉTITIONS, § 2.

DÉBITS DE BOISSONS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, n° 93 (p. 32). — Rapport de M. Eugène Guérin, n° 162 (p. 69).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, n° 323 (p. 252). — Rapport de M. Eugène Guérin, n° 353 (p. 266).

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX.

— Voy. CASSATION DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT.

Déclaration lue au nom du Conseil des Ministres par M. René Viviani, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, n° 368 (p. 273).

DÉCRETS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 2).

DÉCRETS (Ratifications de).

1. Rapport de M. Paul Doumer sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire, n° 3 (p. 1).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises, n° 28 (p. 14). — Rapport de M. Jean Morel, n° 80 (p. 33).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914, n° 33 (p. 16). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 51 (p. 22).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en loi du décret du 10 janvier 1915 relatif au paiement du montant des réquisitions de navires, n° 34 (p. 16). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 64 (p. 68).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 24 novembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des membres des conseils de prud'hommes; 2° du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement des élections des présidents généraux, présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes, n° 36 (p. 16). — Rapport de M. Paul Strauss, n° 95 (p. 33).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, n° 53 (p. 23). — Rapport de M. Maurice Ordinaire, n° 106 (p. 39).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 décembre 1914 accordant aux veuves des officiers des différents corps de la marine et des officiers marinières, quartiers-maîtres et marins des équipages de la flotte, décédés sous les drapeaux, la moitié des allocations de solde et, s'il y a lieu, de hautes payes d'ancienneté de leurs maris, n° 60 (p. 27). — Rapport de M. Emile Chauvins, n° 117 (p. 43).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 novembre 1914 suspendant, en ce qui concerne le Ministère de la Marine, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des Conseils d'enquête, Conseils de discipline et Commissions d'enquête, n° 61 (p. 27). — Rapport de M. Louis Martin, n° 231 (p. 134).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur

la vie; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés, n° 77 (p. 30). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 464 (p. 332). — Rapport de M. Eugène Guérin, n° 466 (p. 345).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret, en date du 27 décembre 1914, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, n° 85 (p. 34). — Rapport de M. Galup, n° 179 (p. 129).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la régularisation des décrets du 24 novembre 1914 et du 9 janvier 1915 fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage, n° 123 (p. 46). — Rapport de M. Perchet, n° 271 (p. 219).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver le décret du 22 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives, n° 143 (p. 52). — Rapport de M. Jean Morel, n° 190 (p. 79).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 11 novembre 1914 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce de France; 2° du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce d'Algérie, n° 147 (p. 53). — Rapport de M. Savary, n° 173 (p. 74).

14. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte, n° 161 (p. 64). — Rapport de M. le vice-amiral de La Jaille, n° 220 (p. 103).

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets ayant pour objet : d'établir des prohibitions de sortie, de réduire ou de suspendre les droits d'entrée, de suspendre la surtaxe d'entrepôt sur diverses marchandises, n° 165 (p. 74). — Rapport de M. Jean Morel, n° 216 (p. 107).

16. Projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, portant ratification du décret du 26 mai 1915, ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, n° 301 (p. 202). — Rapport de M. Jean Morel, n° 312 (p. 222).

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir diverses prohibitions de sortie, n° 322 (p. 352). — Rapport de M. Jean Morel, n° 354 (p. 267).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, n° 347 (p. 264). — Rapport de M. Jean Morel, n° 364 (p. 271).

DÉFENSE NATIONALE (Obligations de la). — Voy. OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

DÉLAIS DE RÉCLAMATIONS AU SUJET DE L'IMPOT SUR LA PROPRIÉTÉ NON BATIE. — Voy. PROPRIÉTÉ NON BATIE.

DÉNATURANTS. — Voy. ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.

DÉSERTION. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 37.

DÉSINFECTION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la désinfection des objets usagés de couchage et de literie, lorsqu'ils figurent dans une vente publique, n° 262 (p. 180).

DESSINS ET MODÈLES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles, n° 398 (p. 303). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 463 (p. 344).

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE. — Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, n° 377, année 1914 (p. 123). — Avis présenté au nom de la Commission des finances, par M. Petitjean, n° 372 (p. 273).

DIVORCE.

1. (Transcription des jugements et arrêts). — Voy. CODE CIVIL, § 4.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les actions en di-

voce et en séparation de corps à intenter par les citoyens présents sous les drapeaux, n° 477 (p. 369).

DOMAINE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 concernant la concession de divers objets dépendant du Domaine, n° 265 (p. 181).

DOUANES.

1. **Établissement de prohibitions de sortie et suspension des droits d'entrée sur diverses marchandises.** — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), §§ 2, 15, 16 et 17.

2. **Prohibition de certains produits à la sortie des colonies et protectorats.** — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), §§ 6 et 18.

3. **Suspension des droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie des colonies.** — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 12.

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de suspendre les droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce même papier, n° 182 (p. 76). — Rapport de M. Jean Morel, n° 242 (p. 135).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes et habitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils, n° 255 (p. 139). — Rapport de M. Maurice Ordinaire, n° 359 (p. 270).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets, n° 297 (p. 201). — Rapport de M. Etienne Flandin, n° 304 (p. 202).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions des lois de douane concernant les marchandises prohibées, n° 298 (p. 201). — Rapport de M. Etienne Flandin, n° 303 (p. 202).

DOUMER (Paul), Sénateur de la Corse.

1. Rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 1.

2. Rapport sur le projet de loi concernant les avances aux pays alliés ou amis. — Voy. AVANCES AUX PAYS ALLIÉS OU AMIS.

3. Rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire une avance remboursable de 400,000 francs à la Commission européenne du Danube. — Voy. COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE.

DROIT ÉLECTORAL. — Proposition de loi de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à vingt ans au lieu de vingt et un l'âge de l'électorat et à décider que les classes plus jeunes appelées sous les drapeaux, au cours de la présente guerre, seront également investies du droit électoral, n° 68 (p. 29).

DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE SUR DIVERSES MARCHANDISES (Suspension des). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de) §§ 2 et 12.

DROITS PERÇUS SUR LES ABSINTHES (Restitution des). — Voy. ABSINTHE, § 2.

DUBOST (Antonin), Président du Sénat.

Voy. ALLOCUTIONS ET DISCOURS, §§ 2, 3 et 4.

DUPONT (Émile), Sénateur de l'Oise.

1. Rapport sur la proposition de loi tendant à accorder la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 1.

2. Rapport sur la proposition de loi tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'Assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 3.

3. Rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1^{er} janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 4.

E

ÉCHÉANCES. — Voy. MORATORIUM, § 2.

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.

1. **(Avances remboursables au budget de l').** — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 3).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, conférant la personnalité civile à l'école centrale des Arts et Manufactures, n° 186 (p. 76). — Rapport de M. Astier, n° 213 (p. 106).

ÉLECTORAT. — Voy. DROIT ÉLECTORAL.

ÉLEVAGE. — Voy. SYNDICATS D'ÉLEVAGE.

ÉLÈVES OFFICIERS MARINIERS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 6.

EMPEREUR, Sénateur de la Savoie.

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver l'avenant en date du 19 décembre 1914 au traité intervenu, le 28 décembre 1907, entre la ville de Paris et la Compagnie d'Orléans, pour régler les conditions de construction et d'exploitation d'une voie ferrée de raccordement entre l'entrepôt général du quai Saint-Bernard à Paris et la voie ferrée de la Compagnie. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 7.

EMPLOIS DANS LES ADMINISTRATIONS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 19.

EMPLOIS RÉSERVÉS AUX MILITAIRES ET MARINS RÉFORMÉS OU RETRAITÉS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 28.

EMPLOYÉS DES CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX SUISSES. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 3.

EMPRUNTS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'emprunt aux États-Unis, n° 337 (p. 260). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 339 (p. 260).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100, n° 374 (p. 275). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 375 (p. 275).

ENFANTS NATURELS. — Voy. LÉGITIMATION DES ENFANTS NATURELS.

ENFANTS NÉS EN FRANCE DE PARENTS BELGES. — Voy. CODE CIVIL, § 6.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

1. Rapport supplémentaire de M. Astier sur la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial, n° 277 (p. 397).

2. Proposition de loi de M. Goy relative à l'enseignement technique supérieur et à la création de facultés de sciences appliquées, n° 289 (p. 197).

ENTREPOT GÉNÉRAL DU QUAI SAINT-BERNARD. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 7.

ENVOIS POSTAUX.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, n° 129 (p. 49). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 169 (p. 74).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réduction du délai de prescription des paquets postaux adressés aux militaires et marins, n° 131 (p. 49). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 134 (p. 49).

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'Assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux, n° 300 (p. 202). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 317 (p. 237).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1^{er} janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, n° 457 (p. 340). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 458 (p. 361).

ESPÈCES NATIONALES (Trafic des). — Voy. MONNAIES NATIONALES.

ÉTRANGERS NATURALISÉS. — Voy. FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES.

SÉNAT ANNEXES. — SESSION ORD. DE 1915, T. 61.

EURE-ET-LOIR (Tramways d'). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 10.

EXERCICE 1914 (Clôture de l'). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 12.

EXPLOITATIONS AGRICOLES (Accidents dans les). — Voy. ACCIDENTS AGRICOLES.

EXPLOSIFS (Fabrication d'). — Voy. GAZ.

EXPROPRIATION.

1. Projet de loi portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 149 (p. 149).

2. Expropriation en Algérie. — Voy. ALGÉRIE, § 5.

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, n° 309 (p. 222). — Rapport et rapport supplémentaire de M. Lucien Cornet, nos 350 (p. 265) et 381 (p. 278). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Milliès-Lacroix, n° 411 (p. 317).

F

FAILLIS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité — armée, corps d'armée, division, brigade, régiment — à laquelle ils appartiennent, n° 443 (p. 334).

FAISANS, Sénateur des Basses-Pyrénées.

Rapport et rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver diverses modifications à l'avant-projet et aux actes de concession des lignes de tramways de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 8.

FALAISE (Tramway de Caen à) — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 3.

FAMILLES DES MOBILISÉS. — Voy. ALLOCATIONS, § 4.

FAMILLES DES VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Voy. ALLOCATIONS, § 1.

FAMILLES NÉCESSITEUSES. — Voy. COLONIES, § 4.

FEMMES MARIÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant pendant la durée de la guerre les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle, n° 96 (p. 33). — Rapport de M. Guillier, n° 118 (p. 43).

FERDINAND-DREYFUS, Sénateur de Seine-et-Oise.

Rapports sur le projet de loi tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des Conseils municipaux. — Voy. ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE, §§ 1 et 2.

FILS D'ÉTRANGERS. — Voy. CODE CIVIL, § 10.

FLANDIN (Étienne), Sénateur de l'Inde.

1. Rapport sur le projet de loi soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions des lois de douane concernant les marchandises prohibées. — Voy. DOUANES, § 7.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets. — Voy. DOUANES, § 6.

FONCTIONNAIRES CIVILS DE L'ÉTAT MOBILISÉS. — Voy. PENSIONS, § 1.

FONCTIONNAIRES COLONIAUX.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre, n° 214 (p. 106). — Rapport de M. A. Gervais, n° 264 (p. 180).

2. Pensions des. — Voy. PENSIONS, § 4.

FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES. — Rapport sommaire de M. Beauvisage sur la proposition de loi de M. Jénouvrier, tendant à réglementer l'accès aux

fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et des descendants étrangers, n° 26 (p. 14).

FONDS DE CHOMAGE. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 11.

FONDS DE SUBVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1916), n° 324 (p. 253). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 349 (p. 261).

FRUITS ET LÉGUMES DE TUNISIE. — Voy. DOUANES, § 5.

G

GALUP, Sénateur de Lot-et-Garonne.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie. — Voy. RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES PUISSANCES ENNEMIES, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi établissant des règles temporaires en matière de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les brevets d'invention appartenant aux ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. — Voy. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

3. Rapport sur le projet de loi ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 10.

4. Rapport et rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies. — Voy. BIENS DES SUJETS DE PUISSANCES ENNEMIES.

GARANTIE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME. — Voy. ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME.

GARE INTERNATIONALE DE VAL-LORBE. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

GAUTREAU FRÈRES. — Voy. PÉTITIONS, § 1.

GAZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs, n° 390 (p. 301). — Rapport de M. Cazeneuve, n° 406 (p. 315).

GERVAIS, Sénateur de la Seine.

1. Rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

2. Rapport sur le projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1917. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 13.

3. Rapport sur le projet de loi portant application aux colonies de la loi du 5 août 1914 et des décrets des 12 et 17 du même mois, sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires. — Voy. COLONIES, § 3.

4. Rapport sur le projet de loi portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914, accordant, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux. — Voy. COLONIES, § 4.

5. Rapport sur le projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde, du personnel relevant de l'Administration des Colonies pendant la durée des opérations militaires. — Voy. COLONIES, § 5.

6. Rapport sur le projet de loi portant affectation d'un reliquat de 605,000 fr. sur les emprunts de 65 et 100 millions de l'Afrique occidentale française. — Voy. COLONIES, § 8.

7. Rapport sur le projet de loi accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre. — Voy. FONCTIONNAIRES COLONIAUX, § 1.

8. Rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 30.

9. Rapport sur le projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du Ministère des Colonies qui, accomplissant, en temps de guerre, un

service militaire, sont tués ou atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service. — Voy. PENSIONS, § 4.

GIRARD (Théodore), Sénateur des Deux-Sèvres.

Rapport sur la proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire. — Voy. HYPOTHÈQUES, § 2.

GOIRAND, Sénateur des Deux-Sèvres.

1. Rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la modification des articles 985 et 986 du Code civil; 2° le projet de loi ayant pour objet d'autoriser les notaires du canton de Saint-Renan à instrumenter dans le canton d'Ouessant, et de conférer au greffier de la justice de paix de ce dernier canton les attributions des huissiers. — Voy. CODE CIVIL, § 3.

2. Proposition de loi sur la perception des amendes en matière de contraventions. — Voy. CONTRAVENTIONS.

GOY, Sénateur de la Haute-Savoie.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'une voie ferrée d'intérêt local d'un mètre de largeur, formant prolongement, vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi portant approbation de cinq conventions relatives à la gare internationale de Vallorbe. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver un avenant passé entre le département de la Loire et la Société des chemins de fer du Centre, à l'effet de modifier le sectionnement du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Germain-Laval à Balbigny et à Régnay; 2° de fixer de nouveaux maxima pour la subvention de l'État afférente à chaque section de ladite ligne. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 11.

4. Proposition de loi relative à l'enseignement technique supérieur et à la création de facultés de sciences appliquées. — Voy. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, § 2.

5. Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention signée à Berne, le 13 octobre 1913, relativement aux retraités des employés des chemins de fer fédéraux suisses résidant en France et oc-

cupés sur le territoire français. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 3.

GRATUITÉ D'ENVOIS POSTAUX. — Voy. ENVOIS POSTAUX, §§ 1, 3 et 4.

GREFFIERS INTÉRIMAIRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre, n° 476 (p. 369).

GRIPP A BAGNÈRES-DE-BIGORRE (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 8.

GUÉRIN (Eugène), Sénateur de Vaucluse.

1. Rapports sur le projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons. — Voy. DÉBITS DE BOISSONS, §§ 1 et 2.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie ; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 9.

GUERRE MARITIME. — Voy. ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME.

GUILLIER, Sénateur de la Dordogne.

1. Rapport sur le projet de loi modifiant pendant la durée de la guerre les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle. — Voy. FEMMES MARIÉES.

2. Rapport sur le projet de loi complétant la loi du 5 août 1914 relative à la suppléance des officiers publics ou ministériels en cas de guerre. — Voy. OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS.

GUILLOTEAUX (Jean), Sénateur du Morbihan.

Rapport sur le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'Etat pourra être accordée pour l'achat en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques. — Voy. NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES.

H

HENRY BÉRENGER, Sénateur de la Guadeloupe.

1. Proposition de loi relative à la suppression des engagements contractés dans l'armée française, au titre de la légion étrangère, depuis le 1^{er} août 1914, par des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons. — Voy. TOURS A MÉTAUX.

3. Rapport sur la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913 les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 20.

4. Rapport sur le projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 31.

HYGIÈNE SOCIALE. — Voy. DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE.

HYPOTHÈQUES.

1. Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les paragraphes 4 et 5 de l'article 2 et l'article 3 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire, n° 132 (p. 49).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire, n° 217 (p. 108). — Rapport de M. Théodore Girard, n° 383 (p. 280).

3. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, sur la transcription en matière hypothécaire, n° 296 (p. 201).

I

ILLE-ET-VILAINE (Tramways d'). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 9.

INCINÉRATION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'incinération en temps de guerre, n° 218 (p. 108). — Rapport de M. Maurice Colin, n° 331 (p. 253). — Avis de la Commission de l'armée présenté par M. Cazeu-neuve, n° 380 (p. 277).

INDRE-ET-LOIRE (Tramways d'). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 10.

INDUSTRIE (Petite et moyenne). — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES. — Voy. HYPOTHÈQUES, § 2.

INSCRITS MARITIMES. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 36.

INSOUMISSION. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 37.

INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES (Commission des). — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 2.

INTÉRÊTS NATIONAUX. — Proposition de loi de M. Audiffred relative à la représentation de nos grands intérêts nationaux, n° 332 (p. 256).

INVENTIONS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale, n° 434 (p. 330). — Rapport de M. Astier, n° 488 (p. 372).

J

JAILLE (Vice-amiral de La), Sénateur de la Loire-Inférieure.

1. Rapport sur le projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de premier maître élève officier des officiers marins admis en 1914 à l'école des élèves-officiers. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 6.

2. Rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 14.

JEANNENEY, Sénateur de la Haute-Saône.

1. Avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur la proposition de loi tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, une croix dite « croix de guerre » destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée des hostilités. — Voy. TRAVAUX PUBLICS.

3. Rapport sur le projet de loi concernant les moyens propres à permettre en Algérie l'expropriation pour cause d'utilité publique pendant la durée des hostilités. — Voy. ALGÉRIE, § 5.

4. Avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats. — Voy. CRÉDITS (Guerre), § 5.

JÉNOUVRIER, Sénateur d'Ille-et-Vilaine.

1. Rapport sur le projet de loi portant conversion en lois des décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime. — Voy. ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME.

2. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le Sous-Secrétariat d'État de la marine marchande. — Voy. CRÉDITS (Marine), § 1.

3. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1915, d'un crédit extraordinaire pour le paiement de la valeur de cargaisons appartenant à des neutres et dont l'achat est reconnu nécessaire. — Voy. CRÉDITS (Marine), § 2.

4. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires. — Voy. MARINE MARCHANDE, § 2.

JURY CRIMINEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, maintenant pour 1915, dans certains départements, la liste du jury criminel dressée pour 1914, n° 14 (p. 7). — Rapport de M. Georges Trouillot, n° 25 (p. 13).

JUSTICES DE PAIX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre, n° 110 (p. 39). — Rapport de M. Boivin-Champeaux, n° 127 (p. 48).

L

LA BATUT (de), Sénateur de la Dordogne.

1. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil. — Voy. CODE CIVIL, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 16.

3. Rapport sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la transformation en voie normale de la ligne à voie étroite de Souk-Ahras à Tébessa, incorporée au réseau des chemins de fer algériens de l'État, du fait du rachat du réseau Bône-Guelma. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 13.

4. Rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre. — Voy. ACTES DE DÉCÈS, § 3.

LA MACTA (Chemin de fer de Mostaganem à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 6.

LA MECQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'engagement d'une dépense de

500,000 fr. pour la création à La Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins sans ressources, originaires des possessions françaises, n° 478 (p. 369).

LEBERT (André), Sénateur de la Sarthe.

1. Proposition de loi relative au renvoi dans leurs foyers des hommes présents sous les drapeaux, veufs ou divorcés non remariés, ou séparés de corps et de biens, pères de cinq enfants vivants. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 11.

2. Rapport sur la proposition de loi de M. Henry Bérenger, relative à la suppression des engagements contractés dans l'armée française, au titre de la légion étrangère, depuis le 1^{er} août 1914, par des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

LEBLOND, Sénateur de la Seine-Inférieure.

Proposition de loi tendant à faciliter aux militaires victimes des guerres de la République l'accès aux emplois des administrations de l'État, des départements et des communes. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 19.

- LÉGION ÉTRANGÈRE (Engagements dans la). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

LÉGITIMATION DES ENFANTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage, n° 445 (p. 334).

LE HÉRISSÉ, Sénateur d'Ille-et-Vilaine.

Proposition de loi tendant à interdire la désignation des militaires de l'armée territoriale et de sa réserve, pour faire partie des corps expéditionnaires destinés à opérer au delà des mers. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 27.

LE ROUX (Paul), Sénateur de la Vendée.

1. Rapport sur le projet de loi étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publi-

que et à leurs conjoints, le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la Caisse nationale pour la vieillesse. — Voy. AGENTS DES ADMINISTRATIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à élargir les conditions de constitution de rentes viagères à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Voy. CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

LHOPITEAU (Gustave), Sénateur d'Eure-et-Loir.

1. Rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la création d'une caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics (art. 105, 103 et 107 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913); 2° la proposition de loi portant création au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913. — Voy. CAISSE DES ÉDIFICES ET MONUMENTS PUBLICS.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du raccordement prévu entre la gare centrale, dite de « La Touche », du réseau des tramways à vapeur du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, et le réseau des chemins de fer de l'Etat. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 9.

3. Rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco. — Voy. CRÉDITS (Finances, § 5).

4. Rapport sur le projet de loi portant régularisation du contrat de vente de l'immeuble de la légation de France à Séoul. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 2.

LIGNY-LE-RIBAUT (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 1.

LINTILHAC (Eugène), Sénateur du Cantal.

Rapport sur le projet de loi relatif à la fixation des dates d'échéance des pensions. — Voy. PENSIONS, § 5.

LOIR-ET-CHER (Tramways de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 10.

LOIRET (Tramways du). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 10.

LOURDES A BAGNÈRES-DE-BIGORRE (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 8.

LOURTIES (Victor), Sénateur des Landes.

1. Rapport sur le projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. — Voy. CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

2. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail. — Voy. ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

3. Rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 8, paragraphe premier, de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles. — Voy. DESSINS ET MODÈLES.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 9.

5. Rapport sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités. — Voy. RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES, § 2.

LOYERS. — Voy. MORATORIUM, § 2.

LYON (Ville de). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

M

MAGISTRATS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats, n° 325 (p. 253). — Rapport de M. Georges Trouillot, n° 362 (p. 270).

2. Proposition de loi de M. Louis Martin

tendant à organiser le recrutement et l'avancement des magistrats, n° 259 année 1914 (p. 398).

MARCHANDISES ALLEMANDES ET AUSTRO-HONGROISES. — Voy. DOUANES, § 7.

MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 3.

MARIAGE. — Voy. CODE CIVIL, § 9.

MARIAGE PAR PROCURATION. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 4 et 21.

MARINE MARCHANDE.

1. (Sous-Secrétariat d'Etat de la). — Voy. CRÉDITS (Marine, § 4).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires, n° 203 (p. 100). — Rapport de M. Riotteau, n° 356 (p. 268). — Avis de la Commission des finances, présenté par M. Jénouvrier, n° 385 (p. 285).

MAROC. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 4).

MARTEAUX-PILONS. — Voy. TOURS A MÉTAUX.

MARTIN (Louis), Sénateur du Var.

1. Proposition de résolution tendant à créer au Sénat une Commission annuelle des Affaires étrangères. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 1.

2. Rapport sommaire sur la proposition de résolution ci-dessus. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 1.

3. Rapport sur la proposition de résolution ci-dessus. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 1.

4. Proposition de loi tendant au rétablissement des tours. — Voy. TOURS.

5. Proposition de loi tendant à suspendre provisoirement, dans les régions du territoire français occupées par l'ennemi au cours de la présente guerre, les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 317 du Code pénal. — Voy. CODE PÉNAL.

6. Proposition de loi tendant à fixer à 20 ans au lieu de 21 l'âge de l'électorat et à décider que les classes plus jeunes appelées sous les drapeaux, au cours de la présente guerre, seront également investies du droit électoral. — Voy. DROIT ÉLECTORAL.

7. Proposition de loi tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne. — Voy. COCAÏNE.

8. Rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 30 novembre 1914 suspendant, en ce qui concerne le Ministère de la Marine, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils d'enquête, conseils de discipline et commissions d'enquête. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 8.

9. Rapport sur le projet de loi portant approbation du protocole additionnel à la convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, signé à Berne, le 20 mars 1914, par les plénipotentiaires des dix-huit États participants à cette union internationale. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

10. Proposition de loi tendant à l'établissement du monopole de la rectification de l'alcool par l'État. — Voy. ALCOOL.

11. Proposition de loi tendant à attribuer la croix de guerre aux vétérans de 1870-1871 faisant la campagne de 1914-1915 dans la zone des armées. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 22.

12. Proposition de loi tendant à modifier le régime des Monts-de-Piété. — Voy. MONTS-DE-PIÉTÉ.

13. Rapport sommaire sur la proposition de loi tendant à modifier les pouvoirs du président de la Cour d'assises. — Voy. PRÉSIDENT DE LA COUR D'ASSISES.

14. Proposition de loi relative au moratorium des loyers et des diverses échéances. — Voy. MORATORIUM, § 2.

15. Proposition de loi tendant à organiser le recrutement et l'avancement des magistrats. — Voy. MAGISTRATS, § 2.

16. Proposition de loi tendant à créer le vote familial. — Voy. VOTE FAMILIAL.

MARTINET, Sénateur du Cher.

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant aux actes de concession de la partie du tramway de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron, comprise dans le département de Loir-et-Cher. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 1.

MARTINIQUE (Cantons de la). — Voy. COLONIES, § 6.

MATÉRIEL ROULANT DES CHEMINS DE FER. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 14.

MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE (Accomplissement de certains actes en). — Voy. COURS ET TRIBUNAUX.

MATIÈRE FINANCIÈRE (Décrets pris en). — Voy. DÉCRETS, § 1.

MÉDINE. — Voy. LA MECQUE.

MESSAGE.

Message de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, lu au Sénat par M. Aristide Briand, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, n° 293 (p. 200).

MILLIÈS-LACROIX, Sénateur des Landes.

1. Rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets de la Guerre et de la Marine; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc ». — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 4).

2. Rapport sur la proposition de loi tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités. — Voy. PENSIONS, § 3.

3. Rapport sur la proposition de loi étenant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille. — Voy. ALLOCATIONS, § 3.

4. Rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (rapport spécial sur les crédits de la guerre). — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 7).

5. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 5).

6. Rapport sur : 1° le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux cré-

dités provisoires du premier semestre de 1915 pour le Sous-Secrétariat d'Etat du Ministère de la Guerre; 2° le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre. — Voy. CRÉDITS (Guerre, §§ 2 et 4).

7. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi fixant pour la durée de la guerre la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées française et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants. — Voy. EXPROPRIATIONS, § 3.

8. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 6).

9. Rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 7).

10. Rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de Ministres d'Etat et de création et de suppression de Sous-Secrétariats d'Etat. — Voy. CRÉDITS (Divers Ministères, § 12).

MINEURS (Capacité testamentaire des). — Voy. CODE CIVIL, § 2.

MINEURS MOBILISÉS (Liberté testamentaire des). — Voy. CODE CIVIL, § 8.

MONACO (Redevances dues au prince de). — Voy. CRÉDITS (Finances, § 5).

MONNAIES NATIONALES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réprimer le trafic des monnaies et espèces nationales, n° 444 (p. 334).

MONOPOLE DE LA RECTIFICATION DE L'ALCOOL. — Voy. ALCOOL.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier le régime des Monts-de-Piété, n° 320 (p. 239).

MORATORIUM.

1. (Application à la vente des officines des pharmaciens). — Voy. PHARMACIENS, §§ 1 et 2.

2. Proposition de loi de M. Louis Martin, relative au moratorium des loyers et des diverses échéances, n° 426 (p. 291).

MOREL (Jean), Sénateur de la Loire.

1. Rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 2.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à approuver le décret du 22 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 12.

3. Rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, de réduire ou de suspendre les droits d'entrée, de suspendre la surtaxe d'entrepôt sur diverses marchandises. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 15.

4. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de suspendre les droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce même papier. — Voy. DOUANES, § 4.

5. Rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 26 mai 1915, ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 16.

6. Rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses prohibitions de sortie. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 17.

7. Rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 18.

MOSTAGANEM (Chemins de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 6.

MURAT, Sénateur de l'Ardèche.

Rapport sur la proposition de loi tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et

de mer, une croix dite « croix de guerre » destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

MOYEN COMMERCE. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE.

MUTATIONS CADASTRALES. — Voy. PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

N**NATURALISATION.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets originaires de puissances en guerre avec la France, n° 18 (p. 11). — Rapport de M. Maurice Colin, n° 31 (p. 15).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France, n° 137 (p. 48). — Rapport de M. Maurice Colin, n° 141 (p. 50).

NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'Etat pourra être accordée pour l'achat, en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques, n° 135 (p. 50). — Rapport de M. Jean Guilloteaux, n° 136 (p. 48). — Avis de la Commission des finances, présenté par M. Emile Chautemps, n° 138 (p. 50).

NAVIRES DE MER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités, n° 270 (p. 182). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 355 (p. 268).

NEUNG-SUR-BEUVRON (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 1.

NOTAIRES du canton Saint-Renan. — Voy. CODE CIVIL, § 3.

O

OBJETS DE COUCHAGE ET DE LITERIE. — Voy. DÉSINFECTION.

OBLIGATIONS A COURT TERME. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'émission d'obligations à court terme, n° 13 (p. 7). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 20 (p. 12).

OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assimiler aux placements ou emplois en rentes sur l'Etat les placements ou emplois en obligations de la défense nationale, n° 243 (p. 137). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 244 (p. 138).

ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES (Protection des). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

OFFICE DES MONUMENTS ANCIENS. — Voy. CAISSE DES ÉDIFICES ET MONUMENTS PUBLICS.

OFFICIERS DE LA MARINE.

1. (Allocations de solde aux veuves des). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 7.

2. (Avancement des). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 2.

3. (Organisation du corps des). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 29.

OFFICIERS MARINIERS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 6.

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant la loi du 5 août 1914 relative à la suppléance des officiers publics ou ministériels en cas de guerre, n° 205 (p. 102). — Rapport de M. Guillier, n° 268 (p. 181).

OPIUM. — Rapport et rapports supplémentaires de M. Catalogne sur : 1° la proposition de loi de M. Catalogne et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à réglementer l'importation, le commerce, la détention et l'usage de l'opium et de ses extraits ; 2° la proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne, nos 258 (p. 140), 373 (p. 274) et 441 (p. 331).

OPTION DES FILS D'ÉTRANGERS.

Voy. CODE CIVIL, § 10.

ORDINAIRE (Maurice), Sénateur du Doubs.

1. Rapport sur le projet de loi portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 6.

2. Rapport sur le projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes et habilitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils. — Voy. DOUANES, § 5.

ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux, n° 76 (p. 30). — Rapport de M. Ferdinand Dreyfus, n° 124 (p. 46).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux, n° 167 (p. 73). — Rapport de M. Ferdinand Dreyfus, n° 174 (p. 75).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 41 de la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux, modifié par l'article premier de la loi du 30 juin 1907, et de l'article 150 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 302 (p. 202).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 75 de la loi municipale du 5 avril 1884 (création de postes d'adjoints spéciaux), n° 341 (p. 261).

ORPHELINS DE LA GUERRE. — Projet de loi relatif aux orphelins de la guerre, n° 204 (p. 100). — Rapport de M. Perchet, n° 404 (p. 376).

ORPHELINS DES FONCTIONNAIRES COLONIAUX. — Voy. VEUVES DES FONCTIONNAIRES COLONIAUX.

ORPHELINS DES MILITAIRES ET MARINS. — Voy. PENSIONS, § 3.

OUessant (Attributions du greffier de la justice de paix d'). — Voy. CODE CIVIL, § 3.

OUMACHE A TOLGA (Chemin de fer d'). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 5.

P

PAPIER POUR JOURNAUX. — Voy. DOUANES, § 4.

PAQUETS POSTAUX. — Voy. ENVOIS POSTAUX.

PARIS (Ville de). — Voy. POISSONS DE MER.

PATES DE CELLULOSE. — Voy. DOUANES, § 4.

PAUL STRAUSS, Sénateur de la Seine.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 25 novembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des membres des conseils de prud'hommes; 2° du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement des élections des présidents généraux, présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 5.

2. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de déterminer en quels cas la vaccination ou la revaccination antivaricelleuse peut être rendue obligatoire à tous les âges, — Voy. VACCINATION.

3. Avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur la proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit pour assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose. — Voy. CRÉDITS (INTÉRIEUR, § 1).

4. Rapport sur le projet de loi tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906. — Voy. SANTÉ PUBLIQUE.

5. Rapport sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. — Voy. DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE.

PAYS ALLIÉS OU AMIS. — Voy. AVANCES AUX PAYS ALLIÉS OU AMIS.

PENSIONS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux droits à pension des fonctionnaires civils de l'État qui accomplissent, en temps de guerre, un service militaire, et de leurs veuves ou orphelins, dans les cas de blessures ou de décès résultant de l'exécution de ce service, n° 6 (p. 6). — Rapport de M. de Selves, n° 29 (p. 14).

2. Cumul avec la solde militaire aux colonies. — Voy. COLONIES, § 3.

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités, n° 130 (p. 49). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 200 (p. 98).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du Ministère des Colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont tués ou atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service, n° 346 (p. 264). — Rapport de M. A. Gervais, n° 425 (p. 319).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation des dates d'échéance des pensions, n° 407 (p. 317). — Rapport de M. Eugène Lintilhac, n° 432 (p. 330).

PERCHOT, Sénateur des Basses-Alpes.

1. Avis et avis supplémentaire présentés au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation des décrets du 24 novembre 1914 et du 9 janvier 1915 fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 11.

3. Rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues relative aux pupilles de la nation; 2° le projet de loi relatif aux orphelins

de la guerre. — Voy. ORPHELINS DE LA GUERRE. — PUPILLES DE LA NATION.

PÉREMPTIONS (Délais des). — Voy. PRESCRIPTION.

PÈRES DE CINQ ENFANTS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 11.

PERRACHE (Caserne). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES. — Voy. COLONIES, § 5.

PETIT COMMERCE. — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

PÉTITIONS.

1. Rapport supplémentaire de M. Cabart-Danneville sur la pétition n° 201 (année 1912) de MM. Gautreau frères, demeurant à Paris, n° 158 (p. 397).

2. Rapport de M. Debierre sur la pétition n° 58 d'un certain nombre de publicistes, à Paris, n° 365 (p. 271).

PETITJEAN, Sénateur de la Nièvre.

1. Rapport sur le projet de loi portant ouverture, en addition aux crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1915, de crédits applicables à la remonte des haras. — Voy. CRÉDITS (Agriculture).

2. Rapports sur la proposition de loi portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit pour assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose. — Voy. CRÉDITS (Intérieur), §§ 1 et 2).

3. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906. — Voy. SANTÉ PUBLIQUE.

4. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. — Voy. DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE.

PEYTRAL, Sénateur des Bouches-du-Rhône.

Proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission chargée

d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre. — Voy. COMMISSIONS DU SÉNAT, § 3.

PHARMACIENS.

1. Proposition de loi de M. Astier tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine, n° 152 (p. 69). — Rapport sommaire de M. Sureaux, n° 280 (p. 187). — Rapport de M. Astier, n° 318 (p. 238).

2. Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI et à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine, n° 423 (p. 319).

PIC-PARIS, Sénateur d'Indre-et-Loire.

Proposition de loi tendant à modifier cinq articles du Code civil relatifs au mariage. — Voy. CODE CIVIL, § 9.

PLANS D'EXTENSION ET D'AMÉNAGEMENT DES VILLES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes, n° 208 (p. 106).

POINCARÉ (Raymond), Président de la République. — Voy. MESSAGE.

POIRSON, Sénateur de Seine-et-Oise.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent en matière civile. — Voy. TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT.

POISSONS DE MER. — Rapport de M. Riotteau sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la Ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer, n° 486 (p. 372).

POULLE (Guillaume), Sénateur de la Vienne.

1. Rapport sur le projet de loi relatif à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires. — Voy. ABSINTHE, § 1.

2. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes. — Voy. ABSINTHE, § 2.

3. Rapport sur le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1914; 2° du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celles des employés du Sénat pour 1914. — Voy. BUDGET DU SÉNAT.

PRESCRIPTION.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux délais des prescriptions et péremptions qui ne seront acquises qu'après la cessation des hostilités, n° 81 (p. 30). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 157 (p. 62).

2. Des paquets postaux. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 2.

PRÉSIDENT DE LA COUR D'ASSISES. — Rapport sommaire de M. Louis Martin sur la proposition de loi de M. Gustave Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de la Cour d'assises, n° 328 (p. 397).

PRESSE.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881, n° 49 (p. 22).

2. (Censure de la). — Voy. PÉTITIONS, § 2.

PRESSES HYDRAULIQUES. — Voy. TOURS A MÉTAUX.

PRIMES A LA CONSTRUCTION DES NAVIRES. — Voy. MARINE MARCHANDE § 2.

PRISES MARITIMES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés, n° 433 (p. 330).

PROPRIÉTAIRES DE VALEURS MOBILIÈRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre dans des territoires occupés par l'ennemi, n° 111 (p. 39). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 116 (p. 41).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Rapport de M. de Selves sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au relevé des actes translatifs ou attribu-

tifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales, n° 156 (p. 62).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant des règles temporaires en matière de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les brevets d'invention appartenant aux ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, n° 119 (p. 43). — Rapport de M. Galup, n° 150 (p. 55).

PROPRIÉTÉ NON BATIE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le point de départ fixé par la loi du 29 mars 1914 pour les délais de récl. mations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie, n° 101 (p. 33). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 168 (p. 73).

PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

PROTÉGÉS FRANÇAIS AUX COLONIES. — Voy. COLONIES, § 1.

PUISSANCE PATERNELLE (Exercice de la). — Voy. FEMMES MARIÉES.

PUPILLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Voy. ENVOIS POSTAUX, § 3.

PUPILLES DE LA NATION. — Proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues relative aux pupilles de la Nation, n° 148 (p. 53). — Rapport sommaire de M. Guillaume Chastenet, n° 160 (p. 64). — Rapport de M. Perchot, n° 404 (p. 376).

PUSSEMANGE (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 2.

R

RATIER (Antony), Sénateur de l'Indre. Proposition de loi portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les Sociétés. — Voy. SOCIÉTÉS.

RAVITAILLEMENT. — Voy. CRÉDITS. (Commerce, Industrie, Postes, et Télégraphes, §§ 1 et 2). — (Divers ministères, § 5).

RECTIFICATION DE L'ALCOOL. — Voy. ALCOOL.

RÉGIME DES MONTS-DE-PIÉTÉ. — Voy. MONTS-DE-PIÉTÉ.

RÉGNY (Chemin de fer de Saint-Germain-Laval à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 11.

RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS. — Voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES PUISSANCES ENNEMIES.

1. (Interdiction des). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 10.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie, n° 86 (p. 31). — Rapport de M. Galup, n° 126 (p. 47).

RENTES 5 p. 100.

1. (Émission d'un emprunt en). — Voy. EMPRUNTS, § 2.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, affectant les rentes sur l'État français 5 % nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 % perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne, n° 389 (p. 301). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 397 (p. 315).

RÉQUISITIONS.

1. De navires. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 4.

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer aux autorités civiles le droit de réquisition pour les travaux agricoles, n° 261 (p. 180).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914, qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice, n° 391 (p. 314). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 394 (p. 314).

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ABORDAGE. — Voy. CODE DE COMMERCE.

RETRAITE DES MAGISTRATS. — Voy. MISE A LA RETRAITE DES MAGISTRATS.

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.

1. (Situation des assurés mobilisés). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 9.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités, n° 439 (p. 330). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 467 (p. 347). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Cazeneuve, n° 482 (p. 370).

REYNALD, Sénateur de l'Ariège.

1. Rapport sur le projet de loi relatif à l'avancement en temps de guerre dans les corps d'officiers de la marine. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, en Algérie, du chemin de fer d'intérêt général d'Oumache à Tolga. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 5.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin de fer d'intérêt local de Mostaganem à La Macta. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 6.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de convertir en loi le décret du 8 décembre 1914 qui a prorogé le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways dont l'établissement, dans les départements de Loir-et-Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret, a été déclaré d'utilité publique par le décret du 31 octobre 1910. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 10.

RIOTTEAU, Sénateur de la Manche.

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 407 et 436 du Code de commerce, en vue de les mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912, relativement à la responsabilité en matière d'abordage. — Voy. CODE DE COMMERCE.

2. Rapport sur le projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires. — Voy. MARINE MARCHANDE, § 2.

3. Rapport sur la proposition de loi tendant à supprimer les taxes d'octroi de la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer. — Voy. POISSONS DE MER.

RISQUES DE LA GUERRE MARITIME. — Voy. ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME.

ROUTES NATIONALES EN ALGÉRIE. — Voy. ALGÉRIE, § 1.

S

SAINT-BERNARD (Entrepôt général du quai). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 7.

SAINT-GERMAIN-LAVAL A BALBIGNY ET A RÉGNY (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 11.

SAINT-PIERRE-FORT (Canton de). — Voy. COLONIES, § 6.

SAINT-PIERRE-MOULLAGE (Canton de). — Voy. COLONIES, § 6.

SAINT-RENAN (Notaires du canton de). — Voy. CODE CIVIL, § 3.

SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, n° 189 (p. 77).

SANTÉ PUBLIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906, n° 330 (p. 253). — Rapport de M. Paul Strauss, n° 360 (p. 270). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Petitjean, n° 371 (p. 273).

SAUVETAGE MARITIME. — Voy. ASSISTANCE ET SAUVETAGE MARITIMES.

SAVARY, Sénateur du Tarn.

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 11 novembre 1914, relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce de France; 2° du décret du 9 janvier 1915, relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce de l'Algérie. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 13.

SELVES (de), Sénateur de Tarn-et-Garonne.

1. Rapport sur le projet de loi relatif aux droits à pension des fonctionnaires civils de l'État qui accomplissent en temps de guerre un service militaire, et de leurs

veuves ou orphelins, dans les cas de blessures ou de décès résultant de l'exécution de ce service. — Voy. PENSIONS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi relatif au relevé des actes translatifs ou attributifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales. — Voy. PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

3. Rapport sur le projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 25.

SÉNÉGALAIS. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 20.

SÉOUL (Légation de France à). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 2.

SÉPARATION DE CORPS. — Voy. CODE CIVIL, § 5. — DIVORCE, § 2.

SÉPULTURES. — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier le décret-loi du 23 prairial an XII, sur les sépultures, n° 209 (p. 106).

SERVICE DES ÉMISSIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Voy. CRÉDITS (FINANCES, § 2. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS).

SERVICE SANITAIRE MARITIME. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 15.

SOCIÉTÉS. — Proposition de loi de M. Antony Ratier portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les sociétés, n° 431, année 1914 (p. 398).

SOCIÉTÉS ALLEMANDES, AUTRICHIENNES ET HONGROISES D'ASSURANCES. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de) § 9.

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS A PARTICIPATION OUVRIÈRE. — Proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues, relative aux sociétés par actions à participation ouvrière, n° 472 (p. 368).

SOLDE CIVILE ET MILITAIRE. — Voy. COLONIES, §§ 3 et 5.

SORTIE DE DIVERSES MARCHANDISES (Prohibition de). — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), §§ 2 et 6.

SOUK-AHRAS A TÈBESSA (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 13.

SOULAC-SUR-MER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Travaux publics à accorder un secours extraordinaire à la commune de Soulac-sur-Mer, pour travaux à sa charge en vue de la défense de son littoral, n° 369 (p. 273).

SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT.

1. (de la Marine marchande). — Voy. CRÉDITS (Marine, § 1).

2. (de la Guerre). — Voy. CRÉDITS (Guerre, §§ 2 et 4).

STEEG (T.), Sénateur de la Seine.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs. — Voy. CODE CIVIL, § 2.

SUCCESSIONS.

1. (Administration provisoire des). — Voy. CODE CIVIL, § 7.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins, n° 409 (p. 317).

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités, n° 448 (p. 334).

SUGNY (Chemin de fer de). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 2.

SUJETS FRANÇAIS AUX COLONIES. — Voy. COLONIES, § 1.

SUJETS ORIGINAIRES DES PUISSANCES EN GUERRE AVEC LA FRANCE. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5. — BIENS DES SUJETS DE PUISSANCES ENNEMIES. — DÉCRETS (Ratifications de), § 10. — NATURALISATION. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

SURREAUX, Sénateur de la Vienne.

Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Astier, tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves

enfants ou héritiers des pharmaciens décedés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine. — Voy. PHARMACIENS, § 1.

SUPLÉANCE DES OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS. — Voy. OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS.

SYNDICATS D'ÉLEVAGE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'établissement d'un barème revisable tous les trois ans pour l'attribution des subventions aux syndicats d'élevage, n° 266 (p. 181).

T

TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT. — Proposition de loi de M. Poirson ayant pour objet de modifier la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent en matière civile. n° 424 (p. 319).

TAXATION DES DENRÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, n° 414 (p. 318).

TÉBESSA (Chemin de fer de Souk-Ahras à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 13.

TERRITOIRES OCCUPÉS (Administration des). — Voy. CRÉDITS (GUERRE), § 3.

TESTAMENTS DES MINEURS MOBILISÉS. — Voy. CODE CIVIL, § 8.

TOLGA (Chemin de fer d'Oumache à). — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 5.

TOURS. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant au rétablissement des tours, n° 41 (p. 17).

TOURS A MÉTAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons, n° 269 (p. 182). — Rapport de M. Henry Bérenger, n° 316 (p. 236).

TRANSCRIPTION EN MATIÈRE HYPOTHÉCAIRE. — Voy. HYPOTHÈQUES, §§ 1 et 3.

TRAVAUX AGRICOLES (Droit de réquisition pour les). — Voy. RÉQUISITION, § 2.

TRAVAUX PUBLICS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée des hostilités, n° 57 (p. 27). — Rapport de M. Jeanneney, n° 146 (p. 52).

TRIBUNAUX CIVILS. — Voy. COURS ET TRIBUNAUX.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 13.

TRIBUNAUX MILITAIRES. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 34.

TROUILLOT (Georges), Sénateur du Jura.

1. Rapport sur le projet de loi autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile ou commerciale. — Voy. COUBS ET TRIBUNAUX.

2. Rapport sur le projet de loi maintenant pour 1915, dans certains départements, la liste du jury criminel dressée pour 1914. — Voy. JURY CRIMINEL.

3. Rapport sur le projet de loi portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats. — Voy. MAGISTRATS, § 1.

4. Proposition de résolution relative au matériel roulant des chemins de fer. — Voy. CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS, § 14.

TROUPES AUXILIAIRES MAROCAINES. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 32.

TROUPES COLONIALES. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 31.

TUNISIE (Fruits et légumes de). — Voy. DOUANES, § 5.

TUTELLE. — Voy. CODE CIVIL, § 7.

V

VACCINATION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déterminer en quels cas la vaccination ou la revaccination antivariolique peut être rendue obligatoire à tous les âges, n° 210 (p. 106). — Rapport de M. Paul Strauss, n° 256 (p. 179).

VALLORBE (Gare internationale de). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

VEUVES ET ORPHELINS.

1. Des fonctionnaires civils de l'État. — Voy. PENSIONS, § 1.

2. Des fonctionnaires coloniaux. — Voy. FONCTIONNAIRES COLONIAUX.

3. Des militaires et marins. — Voy. ALLOCATIONS, § 3. — PENSIONS, § 3.

4. Des officiers de marine et marins. — Voy. DÉCRETS (Ratifications de), § 7.

5. Des pharmaciens. — Voy. PHARMACIENS.

VIANDES FRIGORIFIÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées, n° 180 (p. 75). — Rapport et rapport supplémentaire de M. Alexandre Bérard, n°s 227 (p. 132) et 257 (p. 139).

VICINALITÉ (Travaux de).

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1915 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, n° 9 (p. 7). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 23 (p. 13).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913, n° 479 (p. 369). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 483 (p. 371).

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Voy. ALLOCATIONS, §§ 1 et 2.

VOTE FAMILIAL. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à créer le vote familial, n° 325 rectifié, année 1914 (p. 398).